

Objet : Autorisation de voirie

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par Madame GALLO Sophie

en date du 24/08/2026 et par laquelle elle sollicite **l'autorisation de réserver des places de stationnement sur la rue de la Monnaie et sur la place de la Mairie.**

A R R E T E

Article 1 Madame GALLO Sophie

Est autorisée à **réserver des places stationnement sur la rue de la Monnaie et sur la place de la Mairie.**

Article 2 La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.

Article 3 La voie publique pourra être occupée **du Vendredi 04 Septembre 2026 18h00 au samedi 05 Septembre 22h00 de la manière suivante :**

- **Réservation de 2 places de stationnement sur le parking situé entre le n°14 Ter et le n°16 de la rue de la Monnaie**
- **Réservations de 7 places de stationnement sur la place de la Mairie (5 place situées face à la résidence « Le Céleste » et 2 places situées sur le côté de la maison Serre**

Article 4 Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser le camion, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.

Article 6 Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.

Article 7 Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

Article 8 La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.

Article 9 Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.

Article 10 L'Elu délégué à la Sécurité, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

Transmise pour information à la gendarmerie de Castries

Mise en ligne le 26/08/2026

Notifiée à l'intéressé

Le Maire,

Guy LAURET.

